

ENQUÊTE - Pierre-Édouard Stérin et ses grands projets religieux contrariés

Par Héloïse de Neuville

Avec le Fonds du bien commun, l'homme d'affaires Pierre-Édouard Stérin est devenu l'un des principaux mécènes de l'écosystème catholique français. Mais son projet « Périclès », qui vise à faire gagner électoralement ses idées conservatrices et libérales, interroge sur les liens entre ses ambitions spirituelles et politiques.

À 51 ans, Pierre-Édouard Stérin optimise ses chances d'aller au paradis comme il gère ses investissements : avec méthode. « Son approche de la foi c'est le pari de Pascal, mais sur Excel », résume un proche. En 2021, l'inventeur des coffrets cadeaux Smartbox, exilé fiscal en Belgique, a promis de donner 99 % de sa fortune - estimée à 1,4 milliard d'euros - au profit du Fonds du bien commun (FDBC) qu'il a créé, et qui finance de très nombreux projets catholiques en France.

« L'Église est une boîte en chute libre - en quelques décennies, on est passé de 40 % de Français qui vont à la messe le dimanche à 2 %, analyse Pierre-Édouard Stérin, qui reçoit La Croix dans un coworking de Waterloo, à vingt minutes de son domicile. Avec notre ADN startuper, nous essayons de lancer des initiatives pour repasser de 2 à 40 %. »

Nulle illumination mystique à l'origine de sa vocation philanthropique, mais deux objectifs affichés : « devenir saint » et « redresser la France ». Ce projet politique est précisément ce qui a présidé à son invitation, en mai, par les députés dans le cadre d'une commission d'enquête sur l'« organisation des élections en France ». Invoquant des questions de sécurité, l'homme d'affaires a décliné par deux fois cette convocation. Un refus de comparaître passible de deux ans d'emprisonnement et 7 500 € d'amende.

Dans le domaine de la foi, l'homme à l'allure sage est plus bavard, bien qu'il parle du catholicisme avec le pragmatisme d'un consultant en restructuration. « J'ai besoin d'absolu. Et en donnant ma fortune, j'optimise mes chances d'accéder à la vie éternelle », explique l'entrepreneur qui rêvait de devenir milliardaire - une revanche pour cet enfant de la classe moyenne d'Évreux qui a accumulé les échecs scolaires malgré un travail acharné.

« La religion m'offre un cadre de ce qui est bien, de ce qui est mal. Je trouve ça hyper-important de savoir ce que je peux faire et ce que je ne peux pas faire », confie-t-il avec une rigueur presque mathématique qu'il attribue au syndrome d'Asperger dont il pense être atteint.

Un nombre de projets financés considérable dans l'écosystème chrétien

Ce pragmatisme se retrouve dans son approche entrepreneuriale de l'évangélisation. Le Fonds du bien commun qu'il a créé en 2021 contribue à dynamiser et professionnaliser un

écosystème chrétien en quête de renouveau. Le nombre de projets financés donne le tournis : films, musiques, contenus chrétiens pour enfants et grand public...

Il soutient également des applications de dating chrétienne comme Heavn ou de prière comme Meditatio, Hallow, Hozana, Ritrit - « le Airbnb des abbayes » ; des internats catholiques hors contrat ; des associations telle SOS calvaires, qui rénove le patrimoine chrétien rural, ou Fide, qui fédère des catholiques en banlieue ; et dernièrement un Observatoire français du catholicisme qui promet de fournir au grand public comme aux acteurs de l'évangélisation des données fiables et régulières sur les évolutions du catholicisme contemporain.

Les patronages, qu'on croyait moribonds depuis les années 1960, connaissent une renaissance fulgurante grâce au FDBC : 200 actifs, 150 en gestation pour accompagner les enfants après l'école. Du jamais-vu. Ce mécénat d'une ampleur inédite dans l'Église de France a aussi contribué à faire émerger de nouvelles figures. Des influenceurs comme le dominicain Paul-Adrien d'Hardemare ou l'abbé traditionaliste Matthieu Raffray ont pu, à leur démarrage, s'appuyer sur le « réseau Acutis » pour développer leur audience. Le pôle croissance et spiritualité du FDBC finance également de nombreux projets promouvant la famille et la conjugalité durable, en soutenant des médias digitaux, comme Maman Vogue, dédié à la maternité, et des associations comme Familya ou Tombée du Nid.

Cette attention à la famille s'inscrit dans sa vision plus large de protection de la vie, de son commencement - il considère l'IVG comme un « infanticide » - à sa fin naturelle - il s'oppose à la légalisation de l'euthanasie. Cette conviction trouve un écho dans certains projets du fonds, notamment l'Alliance Siméon qui fédère des associations pour accompagner spirituellement les résidents d'Ehpad et leurs proches - déjà 138 établissements et 10 000 résidents concernés.

« Je ne suis pas d'extrême droite »

Son discret mais puissant mécénat dans le monde catholique se déroulait sans accroc jusqu'à la fuite du projet Périclès (acronyme de Patriotes, enracinés, résistants, identitaires, chrétiens, libéraux, Européens, souverainistes) dans L'Humanité à l'été 2024.

Cette structure imaginée par Pierre-Édouard Stérin, dotée d'un budget de 150 millions d'euros sur dix ans, vise à développer un écosystème intellectuel et politique autour de ses valeurs : une alliance entre idées libérales et conservatrices rappelant l'agenda de la droite Tech américaine d'Elon Musk - natalisme, rejet des politiques woke, freinage de l'immigration, limitation du rôle de l'État.

Le plan mentionnait une aide pour faire gagner des partis de droite et d'extrême droite aux municipales de 2026, incluant le Rassemblement national. « Je ne suis pas d'extrême droite, je suis un homme de droite - celle des années 1990 -, conservateur et libéral, favorable à l'alliance des droites. Donc s'il faut chercher des gens au RN, au centre, et même à gauche pour faire avancer des sujets ensemble, je n'ai pas de tabous », soutient-il.

Un nom qui suffit désormais à faire avorter des projets

Un positionnement qui lui coûte cher. Depuis quelques mois, de nombreux projets philanthropiques qu'il impulse essuient des revers. Baptisé « saint patron de l'extrême droite »

par plusieurs médias de gauche, son nom suffit désormais à faire capoter des projets et fuir de potentiels partenaires, même sans implication directe de sa part.

Au point qu'il s'est retiré du conseil d'administration de la Nuit du bien commun, une soirée destinée à financer 400 associations caritatives. En mars par exemple, la mairie de Paris a suspendu des concessions accordées à deux restaurateurs - La Table de Cana et La Bonne Table - employant des personnes en réinsertion, en raison de liens supposés avec le milliardaire.

Plus récemment, l'Académie Saint-Louis, un internat catholique hors contrat pour garçons devant ouvrir en septembre dans le département du Loir-et-Cher, a déclenché une polémique. Une dizaine d'organisations parmi lesquelles la CGT, la CFDT, la FCPE et des partis politiques de gauche ont dénoncé un risque « d'endoctrinement », « demandant aux autorités de s'opposer à son ouverture » en raison de son caractère prétendument « fondé sur les valeurs traditionalistes et donc intégristes » et d'« extrême droite », notamment à cause de « la présence de Pierre-Édouard Stérin parmi les financiers ».

Dans le monde des médias aussi, ses ambitions inquiètent. En juillet 2024, l'opposition de la rédaction l'oblige à renoncer à l'acquisition du magazine Marianne. Puis en décembre, le groupe Bayard (propriétaire de La Croix) décide de renoncer au recrutement, comme directeur de développement de l'entreprise, d'Alban du Rostu, ancien directeur général du FDBC, en raison de sa proximité avec Pierre-Édouard Stérin.

Un malaise ecclésial

Son agenda électoral provoque parfois également un malaise dans l'institution catholique, traditionnellement hostile aux idées portées par l'extrême droite. En privé, certains évêques redoutent l'influence de ses oeuvres quand d'autres sont favorables à l'action du FDBC. Ce n'est pas tant le conservatisme de Pierre-Édouard Stérin qui dérange que l'éventuelle instrumentalisation du christianisme au service d'un projet politique - d'autant que le projet Périclès mentionne la nécessité de défendre la « place particulière du christianisme dans la société ».

Pour autant, personne dans l'Église institutionnelle ne verbalise publiquement ces doutes. Par peur de se couper de certains financements ? « Le catholicisme est en train de se recomposer autour de grands mécènes. Et c'est Pierre-Édouard qui donne le plus d'argent », résume un observateur.

À la gauche de l'Église, on craint fortement son influence sur l'institution « en ce qu'elle multiplie les initiatives pour remobiliser et rendre visibles les courants les plus conservateurs du catholicisme », analyse Pierre-Louis Choquet, postdoctorant à l'Essec et membre du collectif chrétien Anastasis. L'entrepreneur se défend, lui, de tout mélange des genres entre religion et politique. « Le Fonds du bien commun et Périclès avancent indépendamment. Ce n'est pas l'un au service de l'autre », assure-t-il, revendiquant la liberté d'agir comme chrétien sur les plans spirituel et politique, en les dissociant.

« Pierre-Édouard Stérin, comme de nombreux patrons catholiques avant lui, met ses moyens au service du dynamisme d'une base de fidèles qui reflète les forces vives du catholicisme contemporain : observantes et conservatrices », analyse le sociologue Yann Raison du

Cleuziou. Plus largement, le chercheur explique la montée de ce mécénat comme un symptôme de la bascule minoritaire du catholicisme.

Face à une Église institutionnelle qu'elle juge trop accommodante avec la société, une partie de ces catholiques « observants et conservateurs » est tentée de créer ses propres structures : écoles hors contrat, médias, associations... « Ils disent ne plus trouver dans l'offre diocésaine traditionnelle l'intensité spirituelle qu'ils recherchent », résume le sociologue.

Choc des cultures

Mais Pierre-Édouard Stérin le fait à sa manière : avec des méthodes inspirées des mondes du conseil et du « capital-risque », une approche détonante dans l'univers ecclésial, traditionnellement méfiant envers la notion d'efficacité et qui préfère parler de « fécondité » et de « gratuité ».

L'homme d'affaires assume ce choc des cultures et son obsession de « l'impact », empruntée notamment aux sphères évangéliques américaines. « Si on investit des millions d'euros par an dans des projets cathos, je veux savoir concrètement combien de personnes ça a aidé à se rapprocher de la foi. Pour que je puisse évaluer demain s'il vaut mieux que je continue à investir ici ou là. »

Sur le terrain, le FDBC attend donc des associations qu'il finance des indicateurs de performance et des business plans. « Au début, les salariés du fonds étaient fixés sur des critères vraiment très froids. S'ils finançaient la réfection d'une église, ils voulaient savoir combien de personnes seraient touchées en cinq, dix ou quinze ans, ce qui paraît fou. Mais peu à peu, ils évoluent et accordent des fonds à des projets dont le rayonnement ne peut se mesurer sur un tableur », observe, optimiste, un prêtre parisien ayant collaboré avec le FDBC.

Un cheminement personnel

Au milieu de tous ses investissements, Pierre-Édouard Stérin poursuit son chemin de foi. Il tient à préciser qu'il n'est pas traditionaliste : « 90 % de ma vie catholique, c'est la fréquentation de la messe diocésaine avec ma femme », précise celui qui a participé une fois au pèlerinage de Chartres organisé par Notre-Dame de Chrétienté. Avec son épouse, ils ont en revanche longtemps fréquenté Paray-le-Monial, sanctuaire confié à la communauté de l'Emmanuel, et l'abbaye bénédictine de Maylis dans les Landes.

Engagé l'été dernier à Lourdes comme hospitalier, il rapporte une scène révélatrice : tourmenté par l'inefficacité apparente du lieu - trop de bénévoles, à ses yeux, pour si peu de malades -, il croise un ancien collaborateur et lui lance : « On n'a pas besoin de moi ici, avec ce temps-là, je pourrais générer des revenus qui aideraient beaucoup plus de personnes dans le besoin. » La réponse de son interlocuteur le frappe : « Tu n'as pas compris. L'important, c'est justement de donner gratuitement quatre jours de ton année. » Une réponse en forme de leçon pour le businessman.

[Cet article est paru dans La Croix \(site web\)](#)